

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
(MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas,
relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées
et à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales
de la commune d'Uzerche (19)**

n°MRAe 2023DKNA26

Dossier KPP-2023-14031

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu la décision du 5 janvier 2023 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la commune d'Uzerche, reçue le 6 avril 2023, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et de l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 17 avril 2023 ;

Considérant que la commune d'Uzerche, 2 794 habitants en 2019 (source INSEE) sur un territoire de 2 385 hectares, souhaite réviser son zonage d'assainissement des eaux usées, approuvé le 26 mars 2022, et élaborer son zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Considérant que le projet de révision a pour objet d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones déjà desservies ainsi qu'aux futures zones à urbaniser prévues par le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 14 décembre 2020 ;

Considérant que la commune est concernée, à son extrémité sud-ouest, par le site Natura 2000 *Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale 19/24* ; qu'elle est couverte par un plan de prévention des risques inondations (PPRI) du bassin de la Vézère ; que la révision du zonage d'assainissement concerne les secteurs urbanisés ou à urbaniser éloignés du site Natura 2000 et en dehors du périmètre du PPRI ;

Considérant qu'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales a été élaboré en novembre 2022 ; que les études des réseaux existants ont été réalisées et qu'un programme détaillant les travaux d'amélioration est proposé ;

Considérant que la commune dispose d'une station d'épuration (STEP) de type boues activées, mise en service en 1998, d'une capacité de 5 000 équivalents habitants ; que la STEP est en sous-charge organique fonctionnant en moyenne à 30 % de sa capacité suffisante à recevoir de nouveaux raccordements ;

Considérant que les contrôles des installations d'assainissement autonome sont réalisés par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la communauté de communes du Pays d'Uzerche ; qu'il est de la responsabilité du SPANC de faire réaliser les travaux de mise aux normes qui incombent aux propriétaires ;

Considérant que la commune ne dispose pas de carte d'aptitude des sols à l'infiltration ; qu'il convient d'identifier les secteurs de sols inaptes à l'assainissement individuel, afin de les exclure des zones relevant de l'assainissement non collectif ;

Considérant que le projet d'élaboration du zonage d'assainissement pluvial comporte les mesures préventives visant à améliorer le fonctionnement des réseaux et ouvrages existants ; qu'il permet d'anticiper les problématiques d'infiltration et de ruissellement liées aux projets d'aménagement et de construction prévus dans le PLU ;

Considérant qu'il appartient à la collectivité d'intégrer le zonage d'assainissement des eaux pluviales dans le règlement du PLU ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et de l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune d'Uzerche (19) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et de l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales présenté par la commune d'Uzerche (19) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et de l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune d'Uzerche (19) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 5 juin 2023

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la présidente de la MRAe

Signé

Annick Bonneville

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.